

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en
ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa -
Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique
Arabe

Journal de Palestine

N° 402 du 26.11 au 3.12

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon
& consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce
sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part .

Selon les Palestiniens, Obama ne changera rien.

Résistance

Hamas : la riposte d'Al Qassam est une réponse naturelle aux crimes de l'occupation.

1 Politique Palestinienne

2 Politique Israélienne.

3 Politique Internationale des territoires occupés

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5 1 Noam Chomsky et Ilan Pappé: dialogue sur le conflit israélo-palestinien.

6 Les brèves

6 1 Tsahal intercepte un bateau libyen.

6 2 Les factions palestiniennes refusent la menace d'Abbas d'élections anticipées

Tiré a part

Selon les Palestiniens, Obama ne changera rien

Une majorité de Palestiniens pensent que l'élection de Barack Obama à la présidence des Etats-Unis n'aura aucun impact sur les chances d'un règlement du conflit avec Israël, selon un sondage publié mercredi. L'enquête d'opinion montre que pour 57,5% de Palestiniens l'élection de M. Obama "ne fera aucune différence" par rapport à l'administration sortante en ce qui concerne les négociations de paix israélo-palestiniennes, contre 20,2% qui se disent "plus optimistes" et 17,7% "plus pessimistes", le reste étant indécis. Une écrasante majorité de Palestiniens (75,7%) n'est en outre "pas du tout satisfaite" du rôle américain dans le processus de paix, dont Washington est le principal parrain, contre 8% seulement de satisfaits. Relancées en novembre 2007 à Annapolis aux Etats-Unis avec l'objectif affiché de parvenir à un accord de paix cette année, les négociations israélo-palestiniennes ont réalisé très peu de progrès depuis. Le sondage relève en outre que le président Abbas et son parti, le Fatah, seront victorieux en cas d'élections générales.

La liste du Fatah pour les élections législatives obtiendrait 36,8% des voix contre 19,5% pour celle du Hamas, le reste des voix allant à des formations de moindre importance. A l'élection présidentielle, dans le cas d'un affrontement entre M. Abbas et le chef du gouvernement du Hamas à Gaza Ismaïl Haniyeh, le premier obtiendrait 23,8% des suffrages contre 19,7 pour le second.

M. Abbas a fixé le 24 novembre un ultimatum à ses rivaux du Hamas, qui l'ont délogé du pouvoir à Gaza, pour accepter un dialogue d'ici la fin de l'année, faute de quoi il convoquera des élections générales.

Le sondage a été réalisé par le Jerusalem Media and Communication Center (JMCC) sur un échantillon représentatif de 1.200 personnes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Sa marge d'erreur est de 3%.

03 12

http://www.aloufok.net:80/article.php3?id_article=5180

26-11 au 03-12: Peuple Palestinien	: 4 tués	- 33 blessés
Occupants	: 0 tué	- 18 blessés

Lutte pour la libération dans les territoires occupé

Bande de Gaza - Au jour le jour

01 décembre

Trois résistants ont été blessés hier par des tirs dans le secteur central de la bande de Gaza, ont indiqué des sources médicales palestiniennes. Selon ces sources médicales, les trois hommes ont été atteints par des éclats d'obus de char, près de la frontière avec Israël.

Les Comités de la résistance populaire, a affirmé pour sa part que trois de ses hommes avaient été blessés lors d'une incursion israélienne dans ce secteur.

L'Orient-Le Jour

2 décembre

Deux Palestiniens ont été tués et quatre autres blessés dans une frappe israélienne dans le sud de la bande de Gaza, a-t-on appris mardi de source médicale palestinienne.

L'armée israélienne a annoncé avoir attaqué un groupe de résistants ayant tiré des obus de mortier contre ses troupes.

Mais des responsables médicaux palestiniens ont indiqué que les deux morts étaient des civils, précisant qu'il s'agissait de deux frères adolescents frappés devant leur maison.

L'attaque s'est produite dans une zone d'où des obus de mortier avaient été tirés contre les forces israéliennes un peu plus tôt mardi.

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5178

Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

Une force israélienne spéciale assassine un membre des brigades d'Al Aqsa dans le camp de réfugiés de Balata près de Naplouse en Cisjordanie.

Selon un témoin palestinien, l'homme a été tué lundi soir dans une embuscade tendue par des membres sous couverture des forces israéliennes. L'armée israélienne a précisé que cet homme a tenté de s'échapper alors qu'il allait être arrêté. Les soldats ont tiré dans les jambes et mort des suites de ses blessures. L'homme a été identifié Mohammed Abou Daragh, était âgé de 27 ans et était membre des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, un groupe de résistance qui a largement cessé ses activités.

Les sources ont ajouté que les forces occupantes ont transporté le jeune Abou Thera'a à l'hôpital de Kafr Saba dans les territoires palestiniens occupés en 1948, puis elles ont informé le côté palestinien de sa mort avant de le transporter à l'hôpital gouvernemental de Rifidia.

On note que ce jeune résistant a obtenu un pardon partiel des forces occupantes avec certains cadres des brigades d'Al Aqsa en échange de renoncer à la résistance après un accord entre les autorités de l'occupation et l'autorité palestinienne dirigée par Mahmoud Abbas à Ramallah.

La plupart des membres des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa ont été amnistiés par Israël.

AP & CPI

01 12

01 décembre

Des colons israéliens ont crevé durant la nuit de samedi à dimanche les pneus d'une trentaine de voitures palestiniennes et brisé des pare-brise, selon une source policière palestinienne. Selon des sources policières israéliennes, ils ont crevé également les pneus d'une jeep de la police et un jeune parmi eux a été arrêté. Samedi, des colons juifs s'étaient affrontés à des Palestiniens aux abords d'une maison occupée par des colons à Hébron, en Cisjordanie, faisant quatre blessés, selon des sources palestinienne et israélienne.

L'Orient-Le Jour

02 décembre

Des soldats israéliens ont mortellement blessé un Palestinien lors d'une opération menée lundi dans la ville de Naplouse, en Cisjordanie, a annoncé l'armée. L'homme est décédé dans un hôpital israélien.

Les militaires sont entrés dans Naplouse afin d'arrêter "un homme recherché", a indiqué un porte-parole de Tsahal.

Edicom

2 décembre

En Cisjordanie, un adolescent israélien de 16 ans a été grièvement blessé à la tête lors d'affrontements avec des Palestiniens à Hébron, ont annoncé des responsables israéliens.

Ces heurts ont éclaté près d'une maison disputée où sont retranchés des colons israéliens refusant d'obéir à un ordre d'expulsion de la Cour suprême, et ont opposé colons et Palestiniens. Selon des médecins israéliens et palestiniens, 18 Israéliens et sept Palestiniens au total ont été blessés dans ces violences.

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5178

03 12

Depuis lundi, 20 Palestiniens et 18 Israéliens ont été blessés lors d'affrontements à coups de pierres à Hébron, lors de manifestations violentes d'ultra nationalistes israéliens qui protestaient contre un ordre d'expulsion d'une maison disputée à Hébron (Cisjordanie), selon des sources médicales.

Ces violences, qui ont également eu lieu dans d'autres endroits en Cisjordanie occupée, ont provoqué de nombreux dégâts matériels, a constaté un correspondant de l'AFP.

Des groupes de jeunes colons, appuyés par des sympathisants ultra nationalistes venus d'Israël, ont jeté pendant plusieurs heures des pierres en toute impunité sur des maisons palestiniennes ainsi qu'en direction de jeeps de la police et des garde-frontière.

Ces incidents se sont déroulés dans le secteur sous occupation israélienne à Hébron, où vivent quelques centaines de colons sous la protection de l'armée.

Dans le nord de la Cisjordanie, des dizaines de colons se sont heurtés à des Palestiniens et à des garde-frontière, bloquant des routes dans le cadre de la campagne contre l'évacuation de la maison de Hébron.

AFP

03 12

Un résident arabe de Jérusalem-Est a été poignardé mardi soir, près du quartier de Mea Shearim. L'homme, âgé de 31 ans, a immédiatement été transporté à l'hôpital Hadassah Ein Kerem.

Selon son témoignage, quatre hommes portant des kippot l'ont abordé en lui demandant l'heure avant de le poignarder à plusieurs reprises dans le dos.

http://www.aloufok.net:80/article.php3?id_article=5180

The Jerusalem Post

Civils & résistants tués	: 6.119
Palestiniens blessés	: 52.732
Internationaux blessés	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
(balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.147 (369 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6.494 (468 militaires/policiers)

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

Statistiques : l'occupation tue 17 palestiniens dans la bande de Gaza durant le mois de novembre

Les forces de l'occupation ont tué, le mois de novembre dernier, 17 palestiniens dans la Bande de Gaza, en levant le nombre à 488 martyrs palestiniens depuis le début de l'année 2008 et 5462 martyrs depuis le déclenchement de l'Intifada d'Al Aqsa, le 28 septembre 2000.

Les forces occupantes ont tué 17 résistants palestiniens dans le cadre d'une série de raids aériens et d'incursions contre la Bande de Gaza, selon les statistiques publiées par "Qods Presse" qui a dit que les forces sionistes ont multiplié leurs opérations contre la Bande de Gaza, en violant l'accord d'accalmie signé, le 19 juin dernier, entre les factions de la résistance palestinienne et l'occupation israélienne, sous une égyptienne.

CPI

[02/12/2008]

1 Politique Palestinienne

MM Abbas

30 11

Abbas avait aussi insisté sur "la trêve et la nécessité de la préserver ainsi que sur la nécessité d'assurer les besoins humanitaires et alimentaires de la bande de Gaza".

Israël a renforcé le 5 novembre le blocus imposé à la bande de Gaza depuis juin 2007, en fermant tous les points de passage et n'autorisant qu'exceptionnellement l'entrée de produits de base et d'aide humanitaire.

(Al Oufok avec les agences de presse)

1-2 Les analyses (du processus de paix).

Fayyad défavorable à un renforcement des relations UE/Israël

Le Premier ministre palestinien Salam Fayyad a jugé inopportun un renforcement des relations entre Israël et l'Union européenne, faute de progrès dans le processus de paix israélo-palestinien, a-t-on appris mardi de sources diplomatiques européennes.

Lors d'une rencontre avec des diplomates européens lundi, M. Fayyad a relevé que la situation sur le terrain dans les territoires palestiniens ne s'était pas améliorée depuis le 16 juin, date à laquelle l'Union européenne (UE) avait lancé des négociations avec Israël pour approfondir leurs relations, selon les sources.

La commissaire européenne aux Relations extérieures Benita Ferrero-Waldner avait alors affirmé que l'évolution des relations entre l'UE et l'Etat hébreu devait se faire "en tenant compte des intérêts des deux parties et dans le contexte de la résolution du conflit israélo-palestinien".

M. Fayyad, cité par les sources diplomatiques a affirmé que l'Autorité palestinienne ainsi que des pays membres de l'UE avaient compris qu'un éventuel rehaussement des relations avec Israël était "lié à des

progrès dans le processus de paix au Proche-Orient".

Sa rencontre avec les diplomates est survenue avant des réunions du Parlement européen, mercredi, et du Conseil des ministres de l'UE, le 8 décembre, au cours desquelles l'approfondissement des relations avec Israël doit être discuté.

La chef de la diplomatie israélienne Tzipi Livni doit pour sa part en discuter mardi avec la commission des Affaires étrangères du parlement européen.

M. Fayyad a noté qu'"au moment où l'UE discute d'un resserrement (avec Israël), le niveau de misère à Gaza n'a jamais été aussi élevé", en raison du blocus israélien, ont affirmé les diplomates.

Il a aussi relevé la poursuite de la colonisation juive dans les territoires palestiniens occupés, le maintien des barrages militaires et la démolition de maison palestiniennes par Israël, en dépit de la relance des négociations de paix en novembre 2007 à Annapolis aux Etats-Unis.

"Toutes ces actions sur le terrain ont mis en danger la solution basée sur deux Etats et porté un coup à la crédibilité du processus lancé à Annapolis", a encore dit M. Fayyad, selon les diplomates.

Le Premier ministre palestinien a estimé qu'en renforçant ses relations avec Israël dans ce contexte, l'UE enverrait un mauvais message à l'électorat israélien avant les élections prévues le 10 février.

"Le message que vous enverrez à l'électorat israélien consistera à lui dire que l'UE resserre ses relations avec Israël sans tenir compte de son comportement", a dit M. Fayyad aux diplomates.

M. Fayyad avait déjà adressé une lettre à l'UE fin mai l'exhortant à ne pas resserrer ses liens avec Israël, s'attirant de violentes critiques de l'Etat hébreu.

1-3 Sur le terrain.

Le Hamas empêche des pèlerins musulmans de quitter Gaza

La police du Hamas a empêché dimanche des musulmans de quitter Gaza pour participer au pèlerinage annuel à La Mecque, en raison de querelles palestiniennes internes. Cette mesure a suscité, fait rare, les reproches de pays arabes.

La raison : ils avaient des visas du gouvernement Abbas.

Le "hadj" est considéré comme un des cinq piliers de l'Islam.

Les pèlerins doivent arriver à La Mecque d'ici le 5 décembre, selon les autorités de l'Islam.

L'Arabie Saoudite a fixé des quotas par régions, concernant le nombre de pèlerins autorisés à se rendre à La Mecque chaque année. Gaza dispose d'un quota d'environ 3.000 personnes.

Al-Oufok Site du Mouvement Démocratique Arabe
dimanche 30 novembre

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5174

1-4 Les grandes manœuvres.

KHALED ABU TOAMEH : Purges municipales dans les Territoires

L'Autorité palestinienne (AP) prévoit de remplacer toutes les municipalités contrôlées par le Hamas en Cisjordanie dans les semaines à venir. Selon des représentants officiels de l'AP à Ramallah, cette décision vise à affaiblir l'influence du Hamas et, éventuellement, à prolonger le mandat de Mahmoud Abbas au-delà du 9 janvier 2009 - date officielle de son départ.

Le Hamas a pourtant ouvertement déclaré qu'il ne reconnaîtra pas l'autorité d'Abbas après cette date. Depuis plusieurs semaines, les forces de sécurité de l'AP mènent une campagne dure contre les membres et partisans du Hamas. Plus de 500 personnes ont été arrêtées et interrogées.

Le Hamas avait remporté un véritable succès lors des élections municipales de 2004 et 2005 en reprenant le pouvoir à Naplouse, Ramallah, Al-Bireh, Kalkilya et Bethléem. Depuis l'enlèvement de Gilad Shalit, Tsahal a arrêté plusieurs maires et conseillers municipaux affiliés au Hamas.

La fin de mandat de ces conseils municipaux est prévue pour mi-décembre.

Mais en raison des perpétuelles luttes de pouvoir Fatah-Hamas, il y a peu de chances pour que les deux partis s'accordent pour organiser de nouvelles élections. "Le Hamas n'autorisera aucune forme de scrutin dans la bande de Gaza. Pour cela, nous n'envisageons pas d'en organiser non plus de notre côté", a déclaré une source officielle palestinienne.

Selon un autre représentant, l'unique solution valable consisterait à former des conseils municipaux "de transition", qui pourraient remplacer les conseils actuels jusqu'à de nouvelles élections.

Le Hamas affirme de son côté que toute tentative de destitution des conseils élus sera considéré comme un affront.

12.03.08

The Jerusalem Post

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1227702408902&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

Fayyad défavorable à un renforcement des relations UE/Israël.

Le 'Premier ministre' Fayyad a jugé inopportun un renforcement des relations entre Israël et l'Union européenne, faute de de progrès dans le processus de paix israélo-palestinien, a-t-on appris mardi de sources diplomatiques européennes.

Lors d'une rencontre avec des diplomates européens lundi, M. Fayyad a relevé que la situation sur le terrain dans les territoires palestiniens ne s'était pas améliorée depuis le 16 juin, date à laquelle l'Union européenne (UE) avait lancé des négociations avec Israël pour approfondir leurs relations, selon les sources.

La commissaire européenne aux Relations extérieures Benita Ferrero-Waldner avait alors affirmé que l'évolution des relations entre l'UE et l'Etat hébreu devait se faire "en tenant compte des intérêts des deux parties et dans le contexte de la résolution du conflit israélo-palestinien".

M. Fayyad, cité par les sources diplomatiques a affirmé que l'Autorité palestinienne ainsi que des pays membres de l'UE avaient compris qu'un éventuel rehaussement des relations avec Israël était "lié à des progrès dans le processus de paix au Proche-Orient".

La chef de la diplomatie israélienne Tzipi Livni doit pour sa part en discuter mardi avec la commission des Affaires étrangères du parlement européen.

M. Fayyad a noté qu'"au moment où l'UE discute d'un resserrement (avec Israël), le niveau de misère à Gaza n'a jamais été aussi élevé", en raison du blocus israélien, ont affirmé les diplomates.

Il a aussi relevé la poursuite de la colonisation juive dans les territoires palestiniens occupés, le maintien des barrages militaires et la démolition de maison palestiniennes par Israël, en dépit de la relance des négociations de paix en novembre 2007 à Annapolis aux Etats-Unis.

"Toutes ces actions sur le terrain ont mis en danger la solution basée sur deux Etats et porté un coup à la crédibilité du processus lancé à Annapolis", a encore dit M. Fayyad, selon les diplomates.

Le Premier ministre palestinien a estimé qu'en renforçant ses relations avec Israël dans ce contexte, l'UE enverrait un mauvais message à l'électorat israélien avant les élections prévues le 10 février.

"Le message que vous enverrez à l'électorat israélien consistera à lui dire que l'UE resserre ses relations avec Israël sans tenir compte de son comportement", a dit M. Fayyad aux diplomates.

M. Fayyad avait déjà adressé une lettre à l'UE fin mai l'exhortant à ne pas resserrer ses liens avec Israël, s'attirant de violentes critiques de l'Etat hébreu.

AFP

02 12

1-5 Négociations.

Hamas: Des factions palestiniennes discuteront de l'avenir de la trêve.

Des factions palestiniennes vont se réunir dans la bande de Gaza pour discuter de l'avenir du cessez-le-feu avec Israël qui devra prendre fin dans 20 jours, a affirmé dimanche un porte-parole de la branche militaire du Hamas.

Abu Obaida, porte-parole des Brigades Ezz el-Deen al-Qassam, a écarté la possibilité d'une prorogation du cessez-le-feu "car le médiateur, l'Egypte, n'arrive pas à presser Israël de respecter l'accord".

L'Egypte demande aux factions palestiniennes de proroger le cessez-le-feu, mais elle ne pourra pas affecter leur décision car son rôle est "insuffisant" pour faire pression sur Israël.

L'Egypte a réussi à convaincre les groupes armés palestiniens et Israël d'instaurer le cessez-le-feu et Israël l'a déclaré en vigueur le 19 juin dernier pour la bande de Gaza. Peu après le début du mois de novembre, la trêve était au bord de l'écroulement en raison de la reprise des opérations violentes.

Le 4 novembre, 15 militants palestiniens, en majorité du Hamas, ont été tués dans plusieurs opérations israéliennes dans la bande de Gaza, alors que des groupes palestiniens ont repris les tirs de roquettes sur Israël.

Selon l'accord de cessez-le-feu, Israël doit lever le blocus contre la bande de Gaza et arrêter ses opérations militaires en échange de la suspension des attaques à la roquette. Depuis la reprise des violences, Israël a fermé les points de passage.

01 12-

http://www.french.xinhuanet.com/french/2008-12/01/content_771492.htm

Le Hamas et le Jihad discutent l'accord de l'accalmie avec l'occupation

Le mouvement du Hamas et du Jihad ont discuté l'accord de l'accalmie dans le cadre de leurs tentatives pour arriver à une position unifiée pour toutes les factions palestiniennes, avant la fin de la période de l'accalmie, le 19 de décembre prochain.

Le leader au mouvement du Hamas, Dr. Ismaïl Redwan, a dit, la nuit dernière, après la fin de la réunion qui a regroupé les délégations des deux mouvements, qu'ils ont étudié et discuté de l'accalmie, en déclarant que l'occupation ne s'engage pas aux points de l'accord de l'accalmie dont l'ouverture des passages, la fin du blocus et l'arrêt des agressions dans le but de l'exécuter également en Cisjordanie.

Il a ajouté que les deux mouvements se sont accordés de poursuivre les contacts avec les autres factions pour prendre une position unifiée envers l'accord de l'accalmie.

De son côté, le porte-parole du mouvement du Jihad islamique, Daoud Chihab, a dit que son mouvement voit que l'accalmie ne réalise pas les résultats prévus parce que l'occupation ne respecte pas ses engagements et escaladent ses agressions contre le peuple palestinien durant ces dernières semaines.

Il a ajouté que l'occupation porte la responsabilité de cette escalade contre la bande de Gaza, ainsi que ses violations à l'accord de l'accalmie.

CPI

03/12/2008 - 12:19]

L'occupation reconnaît l'enlèvement politique des députés.

Le ministre des affaires des captifs et libérés au gouvernement d'unité nationale dirigé par Ismaïl Haniyeh à Gaza a dit que l'enlèvement des députés et ministres palestiniens est basé sur des raisons politiques, dans le but de mettre la pression sur les factions de la résistance palestinienne qui retiennent le soldat israélien Gilad Chalit, dans la bande de Gaza, selon les confirmations des leaders de l'occupation à travers les médias hébreux.

Le directeur du département d'information du ministère des captifs, Riad Al-Achkar, a déclaré, lundi 1/12, dans une déclaration de presse écrite, que l'occupation a reconnu l'enlèvement politique des députés et ministres palestiniens pour les utiliser comme pression contre les factions de la résistance palestinienne qui retiennent Chalit, dans le but de le libérer.

Il a souligné que l'occupation n'a pas prévu la longue période de capture de Chalit, alors qu'elle ne possède aucune accusation pour condamner les députés et ministres palestiniens. Il a aussi déclaré que le silence de la communauté internationale aide l'occupation à poursuivre ses crimes.

[02/12/2008

CPI

1-7 Des Canons ... pas du beurre.

Arrêt de la centrale électrique de Gaza à cause de l'épuisement du carburant.

Le vice-président de l'autorité de l'énergie, l'ingénieur Kna'an Obeid, a annoncé l'arrêt complet de la centrale électrique de la bande de Gaza après de l'épuisement du carburant à cause de la continuation de la fermeture des passages de Gaza depuis plus de 27 jours consécutifs.

Dans des déclarations de presse publiées lundi 1/12, Obeid a dit que le travail de la centrale électrique est totalement arrêté, ce lundi, après que son travail a partiellement repris durant les jours derniers.

CPI

[02/12/2008]

2 Politique Israélienne

2-1 Processus de paix.

Livni contre une ingérence européenne dans le processus de paix.

La ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni affiche son hostilité à toute intervention européenne visant à amener l'Etat juif et les Palestiniens à conclure un accord de paix.

En visite à Bruxelles mardi, Livni a invité les parlementaires européens à se borner à soutenir le processus de négociations lancé il y a un an à la conférence de paix d'Annapolis sous l'égide des Etats-Unis.

Lors de cette réunion le Premier ministre israélien Ehud Olmert, aujourd'hui démissionnaire, et le président palestinien Mahmoud Abbas avaient promis à George Bush de conclure un accord de paix avant son départ de la Maison blanche, le mois prochain.

Mais les négociations pour un règlement final se sont avérées laborieuses et ni Israël, ni les dirigeants palestiniens ni les Etats-Unis ne pensent aujourd'hui que cette échéance est tenable.

"Même si cela prend plus de temps, nous n'avons pas besoin que la communauté internationale intervienne avec des propositions de compromis. L'impatience de la communauté internationale peut conduire à un échec que personne ne peut se permettre", a souligné Livni.

Livni, qui espère succéder à Olmert lors des élections législatives anticipées prévues en février en Israël, a ajouté que les deux parties n'avaient besoin que du soutien et non pas des propres idées de la communauté internationale.

D'une manière générale, les Israéliens considèrent l'Europe comme trop favorable à la cause palestinienne et les Etats-Unis comme seul médiateur acceptable. L'Etat juif a ainsi fraîchement accueilli l'idée européenne d'un déploiement d'une force internationale dans les territoires palestiniens.

Toutefois, à la suite de l'élection de Barack Obama à la Maison blanche, il y a un mois, Livni avait aussi mis en garde le futur président américain contre la tentation de prendre une initiative "spectaculaire" pour débloquent les pourparlers de paix israélo-palestiniens.

"Nous savons ce que nous faisons, nous sommes des gens responsables. Nous avons besoin de votre aide simplement pour appuyer le processus (de paix) selon les critères et les dispositions que nous avons établis entre nous", avait-elle déclaré le 13 novembre à New York devant des responsables de la communauté juive américaine.

"Nous ne vous demandons pas d'intervenir. S'il vous plaît, c'est une affaire bilatérale. Nous ne voulons pas que vous tentiez de rapprocher nos positions. Ne mettez pas de nouvelles idées sur la table", avait-elle ajouté.

"Je suis déterminée à poursuivre ces négociations", a dit mardi Livni aux parlementaires européens lors d'une audition parfois tendue où elle a été interpellée sur la situation des réfugiés palestiniens et la crise humanitaire à Gaza.

En novembre à New York, le chef de la diplomatie israélienne avait catégoriquement rejeté l'idée d'un "droit au retour" des réfugiés palestiniens chassés de leurs foyers en 1948 lors de la fondation d'Israël.

"D'accord pour parvenir à cette réconciliation historique (avec les Palestiniens) tant qu'on considère que la création d'un Etat palestinien est la réponse à leurs aspirations nationales. Quant à la question des réfugiés qui sont partis en 1948, ce n'est plus un problème israélien", avait-elle souligné.

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5178

2-2 Des Canons ... pas du beurre.

01 12

Israël se doit d'adopter une ligne dure envers le Hamas et d'autres groupes radicaux palestiniens, a déclaré la ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni.

"Israël doit systématiquement prendre pour cible le Hamas et les organisations terroristes,(???) parallèlement au geste envers Abou Mazen (le président Abbas) que représentent ces libérations de prisonniers", a-t-elle affirmé.

(AFP)

01 décembre

Le ministre adjoint israélien de la Défense, Matan Vilnai, a averti qu'une vaste opération militaire dans la bande de Gaza était de plus en plus probable, après des tirs de mortiers palestiniens ayant blessé la veille sept soldats israéliens près de Gaza. Cette attaque a été revendiquée par les Comités de la résistance populaire.

L'Orient-Le Jour

2-3 Sur le terrain .

Hébron : Heurts entre l'armée et les colons

L'armée israélienne, accusée de passivité face aux débordements de colons opposés à un ordre d'évacuation d'une maison dans la ville palestinienne de Hébron, a fini par décréter le secteur zone militaire fermée après plusieurs jours de violences.

L'armée a interdit mercredi à des colons juifs l'accès aux quartiers palestiniens de Hébron dans le sud de la Cisjordanie occupée, à la suite de violentes manifestations d'ultranationalistes israéliens ces derniers jours.

"Le secteur de la maison est décrétée 'zone militaire fermée' et il est interdit à des Israéliens de pénétrer dans les quartiers palestiniens", a déclaré à l'AFP un porte-parole militaire.

Dans la pratique toutefois, l'armée n'empêche pas l'accès à la maison même à des militants ultranationalistes, selon un correspondant de l'AFP sur place. Elle a tenté également de calmer les appréhensions de la population palestinienne, face à la multiplication de provocations d'extrémistes israéliens à la faveur du laxisme des autorités.

Le chef de l'administration militaire en Cisjordanie, le général de brigade Yoav Mordehaï, a ainsi fermement dénoncé des "agissements criminels" de colons, promettant à la population palestinienne d'assurer sa protection, dans une série d'interviews à des médias palestiniens.

Un responsable militaire, cité par le quotidien israélien Yedioth Aharonoth, a pour sa part accusé l'extrême droite en Israël de "vouloir provoquer une guerre de religions" entre juifs et musulmans.

Des responsables parmi les colons eux-mêmes se sont inquiétés d'une "perte de contrôle" sur les jeunes extrémistes alors que la presse était quasi-unanime à reprocher aux autorités leur inaction.

Depuis lundi, 20 Palestiniens et 18 Israéliens ont été blessés lors d'affrontements à coups de pierres à Hébron, un haut lieu de tensions depuis l'occupation en 1967 de la ville par Israël, selon le quotidien israélien Haaretz.

Les ultranationalistes, en grande majorité des jeunes, s'opposent à un ordre d'expulsion émis en novembre par la Cour suprême israélienne, d'une maison disputée à Hébron, mais toujours pas appliqué.

Des unités de garde-frontières, mieux adaptées aux tâches de maintien de l'ordre, ont été dépêchées en renfort dans le secteur, selon une source militaire.

Les violences, qui ont touché d'autres régions de Cisjordanie, ont provoqué de nombreux dégâts matériels.

Des groupes de jeunes ultranationalistes ont jeté dans la nuit de lundi à mardi et durant des heures des pierres en toute impunité sur des maisons palestiniennes ainsi qu'en direction de jeeps de la police et des garde-frontières.

Ils ont brûlé des voitures, crevé des pneus et brisé des vitres de maisons. Des pierres tombales d'un cimetière musulman à Hébron ont été brisées par des colons extrémistes présumés.

Les manifestants israéliens s'étaient rassemblés après des rumeurs selon lesquelles la police et l'armée allaient procéder à l'évacuation du bâtiment disputé. Ce bâtiment de quatre étages est l'objet d'un litige sur les droits de propriété entre Morris Abraham, un homme d'affaires juif américain qui se prévaut d'un acte de propriété, et un Palestinien qui conteste la vente.

La maison, baptisée "Maison de la Discorde" par les médias israéliens, est située sur la route menant de l'implantation de Kyriat Arba, adjacente à Hébron, au Caveau des Patriarches, lieu de pèlerinage commun aux juifs et aux musulmans.

Les accrochages se sont déroulés dans le secteur sous occupation israélienne à Hébron, où vivent quelques centaines de colons sous la protection de l'armée.

A Jérusalem, un Palestinien a été blessé à coups de couteaux par quatre israéliens dans ce qui apparaît comme un attentat ultranationaliste.

03 12

http://www.aloufok.net:80/article.php3?id_article=5180

2-4 Les grandes manœuvres...

01 12

Les négociations entre le Hamas et Israël pour la libération de ce soldat n'ont jusqu'à présent pas abouti. Le Hamas exige qu'Israël libère 1.400 prisonniers palestiniens, dont plusieurs centaines responsables d'attaques meurtrières contre des Israéliens, selon un haut responsable militaire israélien. Israël refuse. (AFP)

M. Barak a réaffirmé, sa position en faveur du maintien de la trêve à Gaza avec le Hamas.

"Je ne regrette aucun des mois d'accalmie" écoulés depuis cette trêve, a déclaré M.

Barak évoquant la situation dans le secteur sud d'Israël proche de la frontière avec la bande de Gaza.

M. Barak a fait valoir que "dans les mois qui ont précédé l'entrée en vigueur de la trêve on enregistrait jusqu'à 500 tirs de roquettes et mortiers par mois contre le sud d'Israël contre une dizaine de tirs par mois depuis la trêve".

"A tous les va-t-en guerre je dis : ce n'est pas vous qui m'apprendrez quoi que ce soit, sur la guerre, la paix et mes responsabilités", a poursuivi le ministre, général de réserve et ancien chef d'état-major.

Je suis ministre de la défense et non ministre de la guerre et ma tâche consiste à assurer tant que possible le maximum de sécurité pour les citoyens d'Israël", a-t-il déclaré.

"Toutefois, si une opération préventive devait s'avérer nécessaire, l'armée agira", a souligné le ministre rejetant les appels de l'opposition de droite pour une opération d'envergure à Gaza pour mettre fin aux attaques contre le territoire israélien.

La trêve avec le Hamas conclue par l'entremise de l'Egypte est en vigueur depuis le 19 juin pour une période de sept mois jusqu'au 19 décembre.

Elle est secouée depuis le 5 novembre par une brusque flambée de la violence.

(AFP - 24 novembre 2008)

2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

Israël rouvre des points de passage vers la bande de Gaza

Israël a ouvert lundi des points de passage vers la bande de Gaza pour la seconde fois en trois semaines, autorisant un approvisionnement limité en denrées alimentaires et en fioul.

Les organisations humanitaires estiment que cette ouverture n'aura qu'un impact minime pour la population du territoire palestinien, où les réserves s'amenuisent.

Israël a autorisé l'entrée d'une quarantaine de poids-lourds, dont dix à destination de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNWRA), ont déclaré des responsables.

"Ce n'est pas assez", a réagi Christopher Gunness, porte-parole de l'UNWRA. Il estime que l'agence aurait besoin d'être approvisionnée par 15 camions chaque jour, pas seulement en vivres mais aussi en livres scolaires bloqués par Israël depuis des semaines.

Le ministre Barak, a ordonné la réouverture des points de passage après avoir constaté une diminution du nombre de roquettes tirées sur Israël par des activistes de la bande de Gaza.

Le 4 novembre, après un raid de son armée contre des palestiniens, Israël avait interdit à l'UNRWA et autres agences humanitaires de livrer des marchandises au territoire.

Depuis, la seule ouverture des points de passage avait eu lieu le 17 novembre. Une trentaine de camions avaient alors été autorisés à livrer leurs marchandises.

Pour la première fois depuis le 12 novembre, Israël a aussi autorisé l'approvisionnement en combustible de l'unique centrale électrique de la bande de Gaza, une décision qui devrait permettre de limiter temporairement les coupures de courant.

Toutefois, le ministre de la Santé du Hamas, Bassim Naïm, a déclaré que Gaza faisait face à une "véritable crise qui ne (pouvait) pas être atténuée par les stratagèmes sionistes".

Malgré les incidents qui les opposent, l'Etat juif et le Hamas ont laissé entendre qu'ils souhaitaient pérenniser leur trêve conclue sous médiation égyptienne et entrée en vigueur le 19 juin dernier.

Ce cessez-le-feu exige du Hamas qu'il cesse les tirs de roquettes et autres attaques contre Israël.

Il réclame aussi que l'Etat juif desserre progressivement son blocus.

Al-Oufok

24 11

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5162

600 millions de shekels pour les localités autour de la bande de Gaza

L'Etat a fait savoir hier que le Premier ministre Ehud Olmert a l'intention de faire approuver lors du prochain conseil des ministres un budget de 600 millions de shekels (environ 120 millions d'euros) destiné au blindage des maisons dans les localités israéliennes situées à 4,5 kilomètres ou moins de la bande de Gaza. Cette annonce, écrit le Maariv, a été faite dans le cadre d'un recours engagé par onze de ces localités devant la Cour suprême.

Maariv

Interprétation juridique en Cisjordanie.

Dans un geste inhabituel, le commandement militaire de Cisjordanie s'est adressé à la Cour suprême pour rejeter une décision qui consiste à accorder à des Juifs la possession d'une terre palestinienne qu'ils ont cultivée pendant dix ans.

Cette décision concerne trois parcelles de terre palestiniennes cultivées par la Fondation pour la Terre d'Israël depuis 1998. Afin de se rendre propriétaire de cette terre, la fondation a fait appel à la cour militaire qui a utilisé une loi ottomane pour lui attribuer la propriété.

D'après cette loi, si une personne cultive une terre pendant une durée de dix ans, elle n'a pas besoin de prouver qu'elle l'a acquise en premier lieu.

Avi Licht, représentant de l'Etat, s'est opposé à cet appel qui, par son interprétation de la loi ottomane, pourrait ouvrir la voie à des abus de la procédure d'enregistrement de la terre et mener à des prises de contrôle de terre impropres.

Seul un tiers des terres de Cisjordanie a été enregistré officiellement par le mandat britannique ou le gouvernement jordanien avant 1967. Les Palestiniens qui ont participé à la plainte prétendent tous avoir hérité de la terre en question.

D'après Licht, les Palestiniens ont rencontré des difficultés à cultiver leur terre soit parce qu'ils avaient quitté cette région sans pouvoir y revenir, soit à cause de restrictions de déplacement imposées par l'armée pour des raisons de sécurité.

"Dans ces circonstances, malheureusement, une pratique inacceptable s'est développée par laquelle des terres de Cisjordanie sont occupées.

Si nous acceptons l'interprétation du comité militaire [de la loi ottomane], cela encouragera les contrevenants à la loi", a déclaré Licht.

Suite à la plainte adressée par le commandement militaire, la Cour suprême a émis une injonction temporaire qui interdit l'enregistrement de terres au nom de la Fondation jusqu'au règlement judiciaire de l'affaire.

[The Jerusalem Post](#)

12.01.08

2-13 Politique pénitentiaire

Israël décide de libérer 250 prisonniers palestiniens

Le gouvernement israélien a décidé dimanche de libérer prochainement 250 prisonniers palestiniens, suite à une promesse au président Abbas, apprend-on de source gouvernementale.

Le gouvernement israélien a approuvé hier, à la majorité de treize voix contre sept, la libération de deux cent cinquante prisonniers palestiniens, membres du Fatah, à l'occasion de l'Aïd el-Adha, la fête du Sacrifice musulmane, rapporte le Yediot Aharonot. Ont voté contre cette décision les quatre ministres du parti Shas ainsi que trois ministres du parti Kadima, le ministre des Transports, Shaul Mofaz, le ministre du Logement, Zeev Boïm, et le ministre du Développement du Néguev et de la Galilée, Yaakov Edri. Le ministre sans portefeuille Ami Ayalon, qui s'est abstenu, a déclaré : « Je ne vois pas comment une telle démarche peut faire avancer la libération de Guilad Shalit. Malgré mes demandes, au débat n'a eu lieu à ce sujet, ni au sein du gouvernement, ni au sein du cabinet restreint ».

Le journal note en effet que le Premier ministre n'a pas ouvert hier le débat sur la libération des prisonniers, se contentant ! de faire voter la décision.

Ces libérations doivent intervenir à l'occasion de la fête musulmane d'Al-Adha, prévue le 8 décembre.

Les libérables doivent être désignés par une commission spéciale. Aucun d'entre eux n'appartient au Hama, a précisé un haut responsable israélien.

Quelque 11.000 Palestiniens sont encore détenus par Israël.

Avant la réunion du gouvernement, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Eli Yishaï, du Shass (ultra-orthodoxe) a déclaré à la presse qu'il voterait contre la libération des détenus palestiniens.

"La libération de prisonniers réduit les chances d'un accord pour la libération du soldat israélien Gilad Shalit", détenu depuis juin 2006 à Gaza par des groupes armés palestiniens.

Lors de cet entretien, M. Abbas avait aussi insisté sur "la trêve et la nécessité de la préserver ainsi que sur la nécessité d'assurer les besoins humanitaires et alimentaires de la bande de Gaza".

(AFP)

01 décembre

Les libérables doivent être désignés par une commission spéciale.

Aucun des prisonniers n'appartient au Hamas a précisé un haut responsable israélien.

L'Autorité palestinienne s'est « félicitée de la décision israélienne et espère qu'elle portera un jour sur l'ensemble des prisonniers palestiniens », a déclaré à l'AFP le négociateur palestinien, Saëb Erakat.

[L'Orient-Le Jour](#)

3 Politique Internationale des territoires occupés

1 Pays Arabes & voisins

Certains pays arabes circonspects après la désignation d'Hillary Clinton au poste de secrétaire d'Etat.

Après des mois passés à combattre Hillary Clinton pendant les primaires démocrates, Barack Obama a offert à l'ex-Première dame le poste-clé de secrétaire d'Etat.

Après une semaine de tergiversations, les deux rivaux des primaires démocrates auraient fini par tomber d'accord : Hillary Clinton devrait être la secrétaire d'Etat de Barack Obama.

Le président élu aurait, lui, jugé préférable de faire entrer à son cabinet une figure qui a recueilli le soutien de près de 18 millions de démocrates, bien qu'il l'ait attaquée pendant la campagne pour son "erreur de jugement" sur la guerre en Irak, et son agressivité à l'égard de l'Iran.

La perspective de voir Mme Clinton, une "grande amie d'Israël", chargé de la diplomatie américaine, n'a pas réjoui de nombreux pays arabes circonspects, qui s'interrogent sur les réelles orientations de M.Obama.

Dans un éditorial, le New York Post manie le sarcasme: "Félicitations à Hillary (et Bill) Clinton, qui semblent avoir remporté l'élection présidentielle, malgré les résultats officiels du 4 novembre".

Son choix pour le poste de conseiller à la sécurité nationale serait un ancien général, James Jones, ex-commandant de l'OTAN. Celui-ci n'avait pas pris parti pendant la campagne électorale. Certains éditorialistes, comme David Ignatius, du Washington Post, ont aussi plaidé que Mme Clinton n'incarnait pas le changement dont le monde espère que M. Obama est porteur.

Le mouvement anti guerre US, et bon nombre d'Américains lassés de la politique interventioniste militariste de l'Administration Bush ont voté pour Barak Obama lui permettant d'accéder à la Maison Blanche porté par une vaste majorité.

Pourtant, son choix pour le poste clé en matière de politique étrangère a provoqué certainement une grande désillusion et prouver une nouvelle fois qu'Obama n'aspire nullement au changement.

Lors des primaires pour la nomination Démocrate, Obama et Hillary Clinton se sont précisément le plus affrontés sur ce point. Hillary Clinton - qui avait voté pour la guerre d'Irak ce que n'avait pas fait Obama - s'est opposée de manière tranchée sur toute initiative de paix qu'Obama a proposé dont un agenda pour le retrait des troupes américaines d'Irak, et des négociations directes avec ce que les US désignent comme leurs "ennemis", notamment l'Iran.

Elle a qualifié de telles démarches de "naïves" et "dangereuses". Hillary Clinton a suggéré à la place d'un agenda de retrait d'Irak, que les troupes US restent stationnées indéfiniment au Kurdistan.

Irna.

23 Novembre 2008.

<http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-96/0811237067141825.htm>

http://fr.news.yahoo.com/2/20081202/twl-occidentaux-et-chine-saluent-la-nomi-36d2a39_1.html

Syrie

La Syrie demande l'aide de la France pour mettre fin au blocus de Gaza

Le président syrien Bachar el-Assad a exhorté dimanche la France et l'Union européenne à apporter leur aide pour mettre fin au blocus israélien de la Bande de Gaza, a annoncé l'agence de presse SANA.

Selon l'agence de presse, Bachar el-Assad a tenu ces propos dimanche après avoir reçu à Damas Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée, et le conseiller diplomatique de Nicolas Sarkozy, Jean-David Levitte. Israël a resserré son blocus de Gaza au début du mois, en représailles à des attaques au mortier et à des tirs de roquettes.

Selon Bachar el-Assad, le blocus est chaque jour source de nouvelles souffrances.

La Syrie accueille la direction en exil du Hamas, qui a pris le contrôle de Gaza en 2007.

Al-Oufok Site du Mouvement Démocratique Arabe

dimanche 30 novembre

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5174

2 Le Monde

Usa (le parrain)

Obama nomme Hillary Clinton secrétaire d'Etat, reconduit Gates au Pentagone.

Le président élu américain Barack Obama a confirmé lundi avoir choisi son ex-rivale Hillary Clinton pour diriger la diplomatie de son administration et reconduit Robert Gates à la tête du Pentagone.

"La nomination d'Hillary est un signe aux amis et ennemis du sérieux de mon engagement à renouveler la diplomatie américaine et restaurer nos alliances", a déclaré M. Obama lors d'une conférence de presse à Chicago (Illinois, nord).

"Elle possède une intelligence extraordinaire et une fermeté, et une remarquable éthique de travail. Je suis fier qu'elle soit notre prochaine secrétaire d'Etat", a-t-il ajouté.

Après avoir été désignée secrétaire d'Etat, Mme Clinton a tout de suite affirmé souhaiter rétablir le rang des Etats-Unis comme "force positive de changement" dans le monde.

Son mari, l'ancien président américain Bill Clinton, a accepté de révéler les noms des donateurs de son organisation caritative et s'est engagé à la transparence sur ses futurs engagements et revenus afin d'éviter tout conflit d'intérêt.

M. Obama a reconduit à la tête du Pentagone l'actuel titulaire du poste Robert Gates alors que les troupes américaines sont engagées sur deux fronts, en Irak et Afghanistan. L'ancien directeur de la CIA, réputé pragmatique, est apprécié des deux camps politiques américains.

C'est la première fois qu'un secrétaire à la Défense est reconduit à son poste dans une administration d'un autre bord que la sienne.

M. Obama confiera à Robert Gates la mission de "finir la guerre en Irak de façon responsable" en transférant progressivement le contrôle aux Irakiens, a-t-il dit lundi.

En outre, le président élu s'est déclaré convaincu que les forces armées américaines doivent rester "les plus fortes sur la planète".

Par ailleurs, le futur occupant de la Maison Blanche a également annoncé la désignation de la gouverneur de l'Arizona (sud-ouest), Janet Napolitano, à la tête du département de la Sécurité intérieure.

Le général James Jones, un ancien commandant de l'Otan, sera nommé au poste de conseiller à la sécurité nationale.

Susan Rice, une proche conseillère de M. Obama en matière de politique étrangère, va être nommée ambassadrice à l'ONU.

Le poste de ministre de la Justice revient à Eric Holder, le premier noir à occuper cette fonction.

Des défis d'une ampleur inédite attendent la nouvelle administration Obama, le 20 janvier: crise économique, retrait des troupes américaines d'Irak, révision de la stratégie en Afghanistan, menace nucléaire iranienne, sans compter les tensions entre Pakistan et Inde, ravivées par les récents

En déplacement en Grande-Bretagne, l'actuel secrétaire d'Etat Condoleezza Rice a estimé lundi, avant même l'officialisation de la nomination d'Hillary Clinton, que celle-ci "apportera(it) énormément d'énergie, d'intelligence et de savoir-faire" à ce poste.

L'ancien président américain Bill Clinton s'est déclaré "fier" lundi de la nomination de son épouse Hillary, dans un communiqué.

La présidente de la Chambre des représentants Nancy Pelosi a pour sa part, jugé "remarquable" l'équipe choisie par M. Obama. "Tous les membres de cette équipe ont une expérience immense, une grande intelligence, une forte capacité à diriger, et sont engagés pour un changement", écrit-elle dans un communiqué lundi.

3- Organisations Mondiales & régionales.

1 Les institutions et leurs satellites

Onu

Le président de l'Assemblée générale de l'ONU appelle au boycott du régime d'apartheid israélien

L'Assemblée générale de l'ONU a examiné les 24 et 25 novembre 2008 le rapport du Secrétaire général sur la situation en Palestine.

Le président de l'Assemblée, Miguel d'Escoto Brockmann (Nicaragua), a fait de ce débat une question de principes. Ouvrant la séance, il a déclaré : « Je presse la communauté internationale d'élever sa voix contre la punition collective de la population de Gaza, une politique que nous ne pouvons pas tolérer.

Nous exigeons la fin des violations massives des Droits de l'homme et appelons Israël, la Puissance occupante, à laisser entrer sans délai les ressources humanitaires et autres dans la Bande de Gaza. J'ai parlé ce matin de l'apartheid et de comment le comportement de la police israélienne dans les Territoires palestiniens occupés semble si proche de celui de l'apartheid, à une époque

révolue, un continent plus loin. Je crois qu'il est très important que nous, aux Nations Unies, employons ce terme. Nous ne devons pas être effrayés d'appeler les choses par leur nom. Ce sont les Nations Unies après tout qui ont élaboré la Convention internationale contre le crime

d'apartheid, explicitant au monde entier que de telles pratiques de discrimination institutionnelle doivent être bannies lorsqu'elles sont pratiquées. Nous avons entendu aujourd'hui un représentant de la société civile sud-africaine. Nous savons que partout dans le monde des organisations de la société civile travaillent à défendre les Droits des Palestiniens, et tentent de

protéger la population palestinienne que nous, Nations Unies, avons échoué à protéger. Il y a plus de 20 ans, nous, les Nations Unies, avons pris le relai de la société civile lorsque nous sommes convenus que des sanctions étaient nécessaires pour exercer une pression non-violente sur l'Afrique du Sud. Aujourd'hui peut être, nous les Nations Unies, devons envisager de suivre l'exemple d'une

nouvelle génération dans la société civile, qui appelle à une campagne non violente similaire de boycott, de désinvestissement et de sanctions pour faire pression sur Israël. J'ai assisté à un grand nombre de réunions sur les Droits du Peuple palestinien. Je suis stupéfait que l'on continue d'insister sur la patience alors que nos frères et nos sœurs palestiniens sont crucifiés. La patience est une vertu à laquelle je crois. Mais il n'y a aucune vertu à être patient avec la souffrance des autres. Nous devons agir avec tout notre cœur pour mettre fin aux souffrances du Peuple palestinien (...) Je tiens également à rappeler à mes frères et sœurs israéliens que même s'ils ont le bouclier protecteur des États-Unis au Conseil de sécurité, aucun acte d'intimidation ne changera la résolution 181, adoptée il y a 61 ans, appelant à la création de deux États. Honteusement, il n'y a pas d'État palestinien que nous puissions célébrer aujourd'hui et cette perspective est plus lointaine que jamais. Quelque soient les explications, ce fait central tourne l'ONU en dérision et nuit gravement à son image et à son prestige. Comment pouvons-nous continuer ainsi ?

».

Rappelons que l'ambassadeur Miguel d'Escoto Brockmann est un prêtre catholique, théologien de la libération et membre du Comité politique du Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Personnalité morale reconnue, il a été élu par acclamation, le 4 juin 2008, président de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

L'Anti-Defamation League (ADL) a été la première organisation sioniste à réagir. Elle a demandé au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon, de mettre fin à ce « cirque » ainsi qu'à « la prétendue journée de solidarité avec le peuple palestinien ». Enfin, elle a dénoncé le caractère selon elle « antisémite » des propos du président Miguel d'Escoto Brockmann qu'elle pense inspirés par un anti-judaïsme catholique séculaire.

Source : Réseau Voltaire
<http://www.voltairenet.org/...>
29/11/08 20:57

Le processus politique existe toujours mais l'évolution de la situation sur le terrain reste le plus grand obstacle.

La réunion du 9 novembre du Quatuor sur le Moyen-Orient à Charm el-Cheikh, sous la présidence du Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, a marqué une étape remarquable dans le processus de paix au Moyen-Orient, a affirmé mardi devant le Conseil de sécurité le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, B. Lynn Pascoe.

Lors de cette réunion, les parties, à l'initiative du Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et de la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, ont présenté un état des progrès de leurs discussions bilatérales. Selon M. Pascoe, c'est la première fois que les parties se réunissaient conjointement avec le Quatuor (Etats-Unis, Russie, ONU, Union européenne).

M. Abbas et Mme Livni se sont en outre entretenus en tête-à-tête à Charm el-Cheikh. Pour leur part, le Premier Ministre d'Israël, Ehud Olmert, et le Président Abbas se sont entretenus à Jérusalem le 17 novembre, jour où M. Olmert a annoncé l'intention d'Israël de libérer 250 prisonniers palestiniens avant l'Aïd al-Adha, a ajouté le Secrétaire général adjoint à l'occasion de la réunion d'information mensuelle du Conseil de sécurité sur le Moyen-Orient.

M. Pascoe a regretté qu'Israël et l'Autorité palestinienne ne soient pas parvenus à un accord comme le prévoyait le Processus d'Annapolis. Toutefois, ils mènent des négociations directes intensives, a-t-il observé, jugeant ces réunions prometteuses, sans pour autant minimiser les difficultés. Les négociations doivent se poursuivre durant la période qui s'ouvre, a poursuivi le Secrétaire général adjoint, même si la situation politique interne en Israël ne facilite pas les choses. Pour leur part, les Palestiniens restent divisés, a ajouté M. Pascoe, regrettant que le Hamas n'ait pas participé à une réunion organisée au Caire le 9 novembre à l'initiative de l'Égypte.

L'évolution récente de la situation montre bien les obstacles qu'il reste à surmonter, a ajouté M. Pascoe, qui a ensuite présenté les développements survenus sur le terrain depuis un mois. Il a notamment rappelé que 16 Palestiniens avaient été tués durant la période considérée -15 militants à Gaza et un civil armé en Cisjordanie- et un civil israélien tué d'un coup de couteau. Il a également fait mention du blocage de la bande de Gaza du 4 au 24 novembre par les Israéliens, en observant que cela a restreint gravement l'accès humanitaire à Gaza et amené l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et le Programme alimentaire mondial (PAM) à suspendre leurs livraisons alimentaires, alors que la centrale de Gaza devait fermer durant deux semaines faute de combustible. M. Pascoe a rappelé que, pendant cette période, les médias n'ont pas eu accès au territoire de Gaza et ont protesté auprès d'Israël.

Le processus politique existe toujours mais l'évolution de la situation sur le terrain reste le plus grand obstacle à une paix durable, a estimé M. Pascoe. Pour que la population puisse croire au processus de paix, il faudra des améliorations tangibles des conditions de vie et de sécurité des civils. Il faudra également que le Quatuor continue, pendant cette période de transition, à soutenir le processus de paix, a-t-il ajouté, rappelant que le Secrétaire général avait incité le Président élu des États-Unis, Barack Obama, à s'engager rapidement en ce sens. « Notre objectif commun reste clair: la fin de l'occupation qui a commencé en 1967 et la création d'un État palestinien indépendant, démocratique et viable vivant aux côtés d'Israël, dans la paix et la sécurité », a rappelé M. Pascoe.

26/11/2008
WAFA –

5 Médias/Vidéos

5 1 Noam Chomsky et Ilan Pappé: dialogue sur le conflit israélo-palestinien.

A l'occasion de la sortie de "Le champ du possible", livre d'entretien avec Noam Chomsky et Ilan Pappé, qui vient de sortir aux éditions Aden.

Beaucoup de gens se posent des questions sur le conflit israélo-palestinien sans pouvoir trouver de réponses. Ils entendent des choses très différentes et contradictoires et ont du mal à se faire un avis clair sur la situation.

Frank Barat

C'est malheureusement aussi l'un des problèmes inhérent à ce conflit. Les contre-vérités, la manipulation des médias et la propagande des gouvernements posent un voile sur la réalité de la situation dans cette partie du monde empêchant ainsi les gens de s'impliquer et d'agir.

L'auteur a donc voulu, en interviewant deux des auteurs les plus respectés et lus sur ce sujet - Noam Chomsky et Ilan Pappé - que chacun puisse se faire sa propre opinion sur des questions aussi variées que complexes. Les mêmes questions ont été envoyées à Noam Chomsky et Ilan Pappé qui à aucun moment n'ont eu connaissance des réponses de l'autre. Ils en ont seulement pris connaissance au moment où les interviews ont été terminées.

Extraits:

Frank Barat : Le terme apartheid est de plus en plus utilisé par les Organisations non-gouvernementales pour décrire les actions israéliennes envers les Palestiniens (à Gaza, les TPO mais aussi en Israël même). La situation en Palestine et Israël est-elle comparable à l'apartheid en Afrique du sud ?

Ilan Pappé: Il existe des points communs mais également des différences. L'histoire coloniale porte en elle de nombreux chapitres communs et certains aspects de l'apartheid se retrouvent dans la politique qu'Israël mène contre sa propre minorité palestinienne et contre les habitants des territoires occupés. Certains aspects de l'occupation sont malgré tout pires que la réalité de l'apartheid sud-africain et certains autres aspects dans le quotidien des citoyens palestiniens en Israël ne sont absolument pas comparables à ce que fut l'apartheid. Le point de comparaison essentiel est pour moi l'inspiration politique. Le mouvement anti-apartheid, l'ANC, les réseaux solidaires construits au fil des années en Occident, devraient inspirer une campagne pro-palestinienne plus précise et plus efficace. C'est pour cela que l'histoire de la lutte anti-apartheid doit être apprise plutôt que de s'appesantir à comparer le sionisme avec l'apartheid.

Noam Chomsky: Il ne peut y avoir de vraie réponse à cette question. Il existe des similarités et des différences. En Israël même, il y a de réelles discriminations mais on est très loin de l'apartheid de l'Afrique du sud. Dans les Territoires Occupés, l'histoire est tout autre. En 1997, j'ai prononcé un discours d'ouverture à l'Université Ben Gourion dans le cadre de l'anniversaire de la guerre de 1967. J'ai lu un paragraphe lié à l'histoire de l'Afrique du sud. Aucun commentaire n'a été nécessaire.

En y regardant de plus près, la situation dans les Territoires Occupés diffère de l'apartheid à de nombreux égards. Sur certains aspects, l'apartheid sud-africain fut beaucoup plus vicieux que ce qui se pratique en Israël et sur d'autres aspects, on pourrait dire l'inverse. Pour prendre un exemple, l'Afrique du sud blanche existait par le travail noir. La grande majorité de la population ne pouvait être exclue. A un moment donné, Israël reposait sur une main-d'œuvre palestinienne bon marché et corvéable à merci mais celle-ci a été remplacée depuis longtemps par de petites mains venues d'Asie, d'Europe de l'Est et d'ailleurs. Les Israéliens seraient soulagés si les Palestiniens disparaissaient. Et l'on peut dire que les politiques qui prennent forme suivent de près les recommandations de Moshe Dayan pendant la guerre de 1967: les Palestiniens "continueront de vivre comme des chiens et ceux à qui cela ne plaît pas, peuvent partir". D'autres recommandations encore pires ont été émises par certains humanistes américains de gauche grandement reconnus. Michael Waller, par exemple, de l'Institute of Advanced Studies à Princeton et rédacteur du journal démocrate socialiste Dissent, a émis l'idée voilà 35 ans, que les Palestiniens étant des "marginaux de la nation", on devrait leur "donner les moyens" de partir. Il parlait des citoyens palestiniens en Israël et c'est une idée largement reprise encore récemment par l'ultranationaliste Avigdor Lieberman et relayée aujourd'hui parmi les principaux courants d'opinion en Israël. Je mettrais de côté les vrais fanatiques comme le professeur de droit d'Harvard, Alan Dershowitz qui déclare qu'Israël ne tue jamais de civils mais seulement des terroristes — ce qui reviendrait à dire que "terroriste" signifie "tué par Israël" — et qu'Israël devrait avoir pour objectif un ratio de 1000 pour zéro ce qui sous-entend "exterminer les brutes". Ceci est lourd de sens lorsqu'on sait que ceux qui défendent de telles idées sont largement respectés dans les cercles les plus éclairés aux États-Unis et même en Occident. On peut imaginer ce que seraient les réactions si de tels propos étaient tenus à l'égard des Juifs.

Pour revenir à la question, il n'y a pas de réponse claire à apporter sur une possible analogie.

FB : www.counterpunch.org a publié le mois dernier un débat très intéressant comparant les solutions à un ou deux États.

Ceci fait partie d'un article de Michael Neumann établissant "la solution à un État comme une illusion" suivi d'autres articles d'Asaf Kfoury titré "Un ou deux États? – Un Débat stérile fondé sur de fausses Alternatives" ou de Jonathan Cook "Un ou Deux États, non, le problème est le Sionisme".

Quelle est votre opinion sur ce point et pensez-vous que les faits sur le terrain (colonies, déviations de routes...) voulus par Israël, puissent encore laisser une place à une solution à deux États?

Ilan Pappé: Les événements sur le terrain ont condamné la solution à deux états depuis bien longtemps. Les faits ont démontré qu'Israël n'a et n'aura jamais la volonté de laisser naître un état palestinien autre qu'un pseudo-état fait de deux bantoustans en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, sous un contrôle israélien total.

Il existe déjà un état et le défi est d'en changer sa nature et son régime. Que le nouveau régime et la base constitutionnelle soient binationaux ou démocratiques voire les deux, ne sont pas si élémentaires à cet égard. Tout contexte politique qui pourrait remplacer la conjoncture raciste est la bienvenue. Et une telle situation devrait également permettre le retour des réfugiés et l'installation définitive des émigrés les plus récents.

Noam Chomsky: Il faut faire la distinction entre propositions et plaidoyers. On peut proposer que chacun doive vivre en paix. Cela devient un plaidoyer lorsque lorsqu'on dessine un schéma précis allant d'un point A à un point B. A mon sens, une solution à un seul état n'a pas grand sens, elle en a avec deux états. On a pu défendre une telle thèse de 1967 jusqu'au milieu des années 70 et c'est ce que j'ai fait, à travers de nombreux écrits, des conférences et dans un livre. Les réactions, dans une grande majorité, n'ont été que fureur. Après que l'idée de droits nationaux pour les Palestiniens a fait son chemin au milieu des années 70, il est devenu possible de prôner le binationalisme (et je continue de le faire) mais seulement par le biais d'un accord à deux états en accord avec le consensus international. Cette résultante, probablement la meilleure envisageable à court terme, est quasiment parvenue à son terme lors des négociations de Taba en janvier 2001 et selon les participants, si ces négociations n'avaient pas été interrompues par le Premier Ministre israélien, Barak, elle aurait pu être atteinte. En effet il fut un moment où, depuis 30 ans, les deux États "réjectionnistes" (U.S.A et Israël) ont brièvement mais sérieusement considéré s'aligner sur le consensus international, un instant où un accord diplomatique a semblé pouvoir voir le jour. Beaucoup de choses ont changé depuis 2001 mais je ne vois aucune raison de croire que les conditions de l'époque ne puissent exister aujourd'hui.

Il est intéressant, et je dirais même édifiant, de voir que les propositions d'une solution à un seul état soient communément admises aujourd'hui contrairement à l'époque où sa revendication était réalisable et ne débouchait que sur des condamnations. Aujourd'hui de telles propositions sont publiées dans le New York Times, le New York Review of Books et ailleurs. On en conclura qu'elles sont acceptables aujourd'hui parce qu'irréalisables – elles restent des propositions au lieu d'être des revendications. En pratique, les propositions apportent de l'eau au moulin du rejet américano-israélien et sapent progressivement l'unique solution binationale.

Il y a deux options pour les Palestiniens aujourd'hui. L'une est l'abandon de l'attitude réjectionniste de la part des États-Unis et d'Israël, et un accord reprenant les lignes de ce qui fut évoqué à Taba. L'autre possibilité est la continuation des politiques actuelles qui mènent inexorablement à l'intégration de ce que souhaite Israël : au minimum, le Grand Jérusalem, les zones qu'incluent le mur de séparation (ou d'annexion désormais), la Vallée du Jourdain et les colonies de Ma'aleh Adumin et Ariel (ainsi que les liens entre ces deux colonies). Le reste (état Palestinien) se verra découpé en cantons ingouvernables, par de vastes infrastructures, des centaines de points de contrôles et autres dispositifs qui condamneront les Palestiniens à continuer à vivre comme des chiens.

Il y a ceux qui pensent que les Palestiniens devraient tout bonnement laisser Israël prendre le contrôle total de la Cisjordanie et poursuivre leur mouvement de revendication de droits civils et une lutte anti-apartheid. Mais c'est une illusion. Ils vont maintenir les politiques actuelles et refuseront de céder la moindre responsabilité aux Palestiniens disséminés dans la région qu'ils souhaitent voir intégrée au territoire israélien.

Pour commander ce livre:

[http://www.amazon.fr/champ-possible-dialogue-Chomsky-isra%C3%A9lo-](http://www.amazon.fr/champ-possible-dialogue-Chomsky-isra%C3%A9lo-palestinien/dp/2930402733/ref=sr_1_1?ie=UTF8&s=books&qid=1226564753&sr=8-1)

[palestinien/dp/2930402733/ref=sr_1_1?ie=UTF8&s=books&qid=1226564753&sr=8-1](http://www.amazon.fr/champ-possible-dialogue-Chomsky-isra%C3%A9lo-palestinien/dp/2930402733/ref=sr_1_1?ie=UTF8&s=books&qid=1226564753&sr=8-1)

<http://www.michelcollon.info:80/articles.php?dateaccess=2008-12-01%2016:36:23&log=invites>

<http://www.michelcollon.info:80/articles.php?dateaccess=2008-12-01%2016:36:23&log=invites>

6 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

6 1 Tsahal intercepte un bateau libyen.

un navire libyen qui a été intercepté par les forces navales israéliennes au moment où il entrait dans les eaux territoriales d'Israël, violant ainsi les lois internationales. Il transportait à son bord 3000 tonnes de denrées alimentaires et de médicaments pour la population de Gaza. Après l'intervention de Tsahal, le bateau a fait

demi-tour et s'est dirigé vers l'Egypte. Il serait question qu'il dépose sa cargaison à El Arish et que les marchandises soient ensuite acheminées par camions à Gaza.

L'incident s'est produit lundi matin. C'est une vedette de l'armée israélienne qui a surpris l'embarcation et l'a immédiatement empêché de franchir la frontière maritime d'Israël.

Les soldats israéliens ont donné l'ordre à l'équipage libyen, par haut-parleur, de retourner sur ses pas et l'ont averti que s'il n'obtempérait pas, ils seraient contraints de l'arraisonner et de faire usage, si nécessaire, de la force.

Le bateau libyen a alors amorcé son demi-tour, et s'est ensuite dirigé vers les côtes égyptiennes. Suite cet incident, un haut responsable

sécuritaire a déclaré : " les services de sécurité envisageaient de durcir les mesures à l'encontre de telles embarcations dont les passagers cherchaient à faire de la provocation en arrivant sur les plages de Gaza sous prétexte de vouloir "lever le siège" imposé sur la région.

Les services de sécurité n'ont d'ailleurs pas du tout approuvé cet assouplissement en faveur de ces militants venus protester contre la politique israélienne vis-à-vis de Gaza.

Arouts7

1 décembre

2eme version

Gaza : la marine israélienne intercepte un cargo libyen chargé d'aide humanitaire

Un bateau libyen en route pour la bande de Gaza, bouclée par Israël, a été intercepté par la marine israélienne et contraint à rebrousser chemin, ont indiqué lundi des sources palestinienne et israélienne.

Le cargo, chargé d'aide humanitaire, a été intercepté au large de Gaza par des bâtiments israéliens qui l'ont sommé de regagner le port égyptien d'El-Arich, a indiqué le député palestinien Jamal Al-Khoudari, qui dirige un Comité populaire luttant contre le blocus israélien.

Le Al-Marwa était le premier bateau d'un pays arabe à se diriger vers Gaza pour tenter de briser le blocus israélien imposé au territoire contrôlé par les islamistes du Hamas. Des embarcations privées transportant des militants pro-palestiniens étrangers avaient fait le voyage ces derniers mois mais la marine israélienne les avaient laissés passer.

Une association caritative du Qatar a annoncé lundi son intention d'acheminer par bateau une tonne de médicaments aux Palestiniens de la bande de Gaza.

Israël a confirmé avoir refoulé le bateau libyen.

"Des navires de la marine se sont approchés du bateau libyen et l'ont sommé par radio de rebrousser chemin", a déclaré à l'AFP le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères Yigal Palmor.

"Quiconque souhaite acheminer de l'aide humanitaire à Gaza doit le faire en coordination avec Israël et à travers les points de passage connus. Ils peuvent aussi contacter l'Egypte", a-t-il ajouté.

Le terminal de Rafah, à la frontière entre la bande de Gaza et l'Egypte, est fermé quasiment en permanence depuis juin 2006 et ne peut fonctionner sans le feu vert d'Israël.

Réagissant à l'interception du bateau, un porte-parole du Hamas, Fawzi Barhoum, a affirmé dans un communiqué que cette mesure "révèle le vrai visage criminel de l'occupant".

Il a aussi appelé l'Egypte à rouvrir le terminal de Rafah. "Le maintien de sa fermeture entrera dans l'Histoire comme un crime commis par tous ceux qui assiègent la bande de Gaza", a affirmé M. Barhoum.

A Tripoli, une source officielle libyenne a déclaré à l'AFP que l'équipage du bateau était en contact avec les autorités libyennes. "L'équipage nous a indiqué que le bateau, bien que chargé d'aide humanitaire, faisait l'objet de tracasseries de la part d'embarcations de guerre israéliennes".

Elle a ajouté que le bateau, faute de pouvoir décharger sa cargaison à Gaza n'aurait d'autre choix "que de revenir en Libye".

Le blocus de la bande de Gaza, en vigueur depuis juin 2007, a été renforcé début novembre.

Le bateau libyen transportait 500 tonnes d'huile, 750 tonnes de lait, 1.200 tonnes de riz, 500 tonnes de farine de blé et 100 tonnes de médicaments, selon le Fonds libyen d'aide et de développement en Afrique, qui a affrété le navire.

Pour protester contre le blocus, des militants ont déjà organisé à trois reprises -- parfois accompagnés de personnalités politiques -- des traversées depuis Chypre depuis le mois d'août, afin de livrer des denrées et du matériel humanitaire.

A chaque fois, les autorités israéliennes avaient fini par laisser passer les bateaux après avoir menacé de les intercepter.

AFP

lundi 1er décembre 2008.

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5176

6 2 Les factions palestiniennes refusent la menace d'Abbas d'élections anticipées.

Le président de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas a fait savoir que des élections législatives et présidentielles simultanées pourraient avoir lieu au début de l'année prochaine 2009. Les factions palestiniennes ont refusé ces propos, les considérant anticonstitutionnels et illégaux. Une telle action ne fera qu'agrandir la division sur la scène palestinienne, déjà grave.

Abbas a fait ses déclarations dans la séance d'ouverture de la réunion du Comité central de l'OLP, dimanche 23 novembre 2008. « Si le dialogue ne réussissait pas d'ici le début de l'année, il y aurait un décret présidentiel appelant à des élections présidentielles et législatives (immédiates) », a-t-il dit.

Un appel anticonstitutionnel

Le mouvement du Hamas, par le biais du leader Dr. Mahmoud Az-Zahhar, dit : « Abbas ne possède aucunement le droit d'imposer des élections anticipées. Il n'a pas le droit non plus de prolonger son mandat présidentiel ». Ses décisions n'engagent que le mouvement du Fatah. Le comité a perdu toute crédibilité, insiste-t-il à dire.

Pour sa part, Ossama Hamdan, représentant du mouvement du Hamas au Liban, pense que le président du Comité exécutif de l'OLP ne possède aucune légitimité. On ne compte ni sur ses propos ni sur positions politiques.

Dans une déclaration faite à notre Centre Palestinien d'Information (CPI), Ossama Hamdan, représentant du mouvement du Hamas au Liban, dit que le président du Comité exécutif de l'OLP a perdu sa crédibilité pour trois raisons. Abbas n'a pas été élu dans des élections organisées par le Comité national palestinien. Puis il a laissé tombé les principes de l'organisation. Enfin, le Comité exécutif de l'OLP, lui-même, a perdu sa crédibilité en perdant la moitié des ses membres.

La loi palestinienne ne place pas le président au-dessus du parlement, dit Fawzi Barhoum, porte-parole du mouvement du Hamas. Personne ne pourra défaire le parlement avant la fin du mandat en 2010, dit Barhoum.

Plus de division

De son côté, le mouvement du Jihad Islamique affirme que les propos du président Abbas ne font qu'aggraver l'état de division, déjà dramatique.

Dans une conférence de presse, donnée le 23 novembre 2008, le mouvement du Jihad Islamique affirme que le président Abbas devrait vaincre tous les obstacles se trouvant dans le chemin du dialogue inter-palestinien. Et sans arriver à se mettre autour d'une table, tout acte sans l'accord de tout le monde ne fera que compliquer la situation.

Accord national

Pour sa part, le Front populaire pour la libération de la Palestine, par la voix de Khaled Charara, membre du bureau politique et député du Conseil Législatif Palestinien, a fait savoir qu'il n'est pas contre des élections présidentielles et législatives simultanées, à condition qu'elles soient organisées par un accord national.

Le Front a montré son étonnement de voir le président Abbas continuer ses négociations avec l'Entité sioniste au moment où elles n'amènent nulle part. Il faut les arrêter et revoir totalement le système de négociation commencé à Oslo. Le dialogue national reste la seule solution de la division palestinienne.

Le mandat présidentiel

La fin du mandat présidentiel met Abbas dans l'embarras, puisqu'il veut rester à tout prix à la tête de l'autorité palestinienne. Il devra emprunter un des deux chemins, l'un moins légitime que l'autre : soit il appelle à des élections législatives et présidentielles anticipées, soit il ne quitte son poste jusqu'aux prochaines élections législatives.

Le mouvement du Hamas exige que le président Abbas accepte la fin de son mandat qui arrivera à terme le 9 du mois de janvier prochain. C'est l'institution palestinienne, réformée le 18 août 2005, qui délimite son mandat à quatre ans. Il faudra la respecter, si on veut rester légitime.

CPI

[02/12/2008]